

Secrétariat Général

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES

BUREAU DES ACHATS MÉTIERS

Réf : PRA032726
SAILMI/SDASEM/BAM

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

**Acquisition de véhicules blindés (VB) équipés et de la maintenance associée au
profit des forces de sécurité intérieure (FSI)**

Annexe 1 – Dispositions RGPD

*Le présent cahier des clauses administratives particulières comprend 36 pages, y compris celle-ci,
numérotées de 1 à 36.*

S O M M A I R E

ARTICLE 1. OBJET – DÉCOMPOSITION – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
1.1. Objet de l'accord-cadre.....	5
1.2. Décomposition de l'accord-cadre.....	5
1.3. Forme et durée de l'accord-cadre.....	6
ARTICLE 2. MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 4. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	7
4.1. Obligation de confidentialité.....	7
4.2. Obligation de résultat.....	8
4.3. Obligation de moyens.....	8
ARTICLE 5. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	8
5.1. Représentant du pouvoir adjudicateur.....	8
5.2. Interlocuteurs désignés par l'administration.....	9
5.3. Interlocuteur du titulaire.....	9
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	9
7.1. Poste 1 – Acquisition de véhicules blindés équipés.....	9
7.2. Poste 2 – Livraison.....	9
7.3. Poste 3 – Formations.....	10
7.4. Poste 4 – Maintenance et pièces détachées associées.....	11
7.4.1. MAINTENANCE (SOUS-POSTES 4.1 À 4.6).....	11
7.4.2. PIÈCES DÉTACHÉES POUR LE VB ET POUR LA RAMPE HYDRAULIQUE (SOUS-POSTES 4.7 ET 4.8).....	11
7.4.3. AUTRES PIÈCES DÉTACHÉES (SOUS-POSTES 4.9 À 4.19).....	11
ARTICLE 8. COMITOLOGIE.....	11
8.1. Réunions de lancement et d'avancement.....	11
8.2. Revue de validation.....	12
ARTICLE 9. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	12
ARTICLE 10. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	13
10.1. Commande des prestations.....	13
10.2. Transport.....	14
10.3. Délais maximums de réalisation des prestations et de livraison.....	14
10.3.1. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 1 (ACQUISITION DE VB ÉQUIPÉS) INCLUANT LA LIVRAISON (POSTE 2).....	14
10.3.2. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 3 (FORMATION), DES SOUS-POSTES 4.1 À 4.6 (MAINTENANCE) ET DES SOUS POSTES 4.7 À 4.19.....	14
10.4. Lieux de livraison et d'exécution.....	15
10.4.1. LIEUX DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION D'ACQUISITION DE VB ÉQUIPÉ (POSTES 1 ET 2).....	15
10.4.2. LIEUX DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION PRESTATIONS DES POSTES 3 ET 4.....	15

ARTICLE 11. CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	16
11.1. Opérations de vérification de la prestation d'acquisition de VB équipés (poste 1)	16
11.1.1. PRINCIPES.....	16
11.1.2. DÉLAIS OUVERTS À LA PERSONNE PUBLIQUE – DÉCISIONS.....	16
11.2. Opérations de vérification de la prestation de maintenance (sous-poste 4.1 à 4.6)	17
11.2.1. PRINCIPES.....	17
11.2.2. DÉLAIS OUVERTS À LA PERSONNE PUBLIQUE – DÉCISIONS.....	17
11.3. Opérations de vérification de la prestation d'acquisition de pièces détachées (sous-postes 4.7 à 4.19).....	18
11.3.1. PRINCIPES.....	18
11.3.2. DÉLAIS OUVERTS À LA PERSONNE PUBLIQUE – DÉCISIONS.....	18
11.4. Opérations de vérification des prestations de formation (sous-poste 3.1 à 3.5)....	19
11.4.1. PRINCIPES.....	19
11.4.2. DÉLAIS OUVERTS À LA PERSONNE PUBLIQUE – DÉCISIONS.....	19
ARTICLE 12. GARANTIE.....	20
ARTICLE 13. EVOLUTION TECHNIQUE – INNOVATION – SUBSTITUTION DES MATÉRIELS ET CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	21
13.1. Evolution technique – Innovation – Substitution des matériels.....	21
13.2. Clause de réexamen.....	21
ARTICLE 14. DISPONIBILITÉ DES PIÈCES DÉTACHÉES.....	22
ARTICLE 15. MODALITÉS DE DÉTERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX.....	22
15.1. Forme des prix.....	22
15.2. Contenu des prix.....	22
15.3. Prix de règlement.....	22
15.4. Nature des prix.....	23
15.5. Révisions des prix.....	23
15.5.1. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 1 ET 4.....	23
15.5.2. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 2.....	24
15.5.3. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 3.....	24
15.6. Clause de sauvegarde.....	25
ARTICLE 16. AVANCE.....	25
ARTICLE 17. ACOMPTES.....	25
ARTICLE 18. RÈGLEMENT – PAIEMENT – FACTURATION – CESSIION DE CRÉANCES.....	26
18.1. Règlement.....	26
18.2. Facturation.....	26
18.3. Délai de paiement.....	27
18.4. Monnaie.....	27
18.5. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire.....	27
18.6. Cession ou nantissement de créances.....	27
18.7. Personne habilitée à fournir les renseignements.....	28
ARTICLE 19. PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION – SURSIS.....	28
19.1. Pénalités pour retard d'exécution des prestations des postes 1 à 4.....	28
19.2. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données	

personnelles.....	28
19.3. Pénalités pour retard dans la transmission des livrables : ordre du jour et compte-rendu (prévus à l'article 8 du présent document) et bilan de gaz a effet de serre (Article 9 du présent document).....	29
19.4. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison.....	29
ARTICLE 20. SURVEILLANCE ET AUDIT DE LA CONFORMITÉ DE L'EXÉCUTION ET DES PRESTATIONS.....	29
20.1. Surveillance de l'exécution.....	29
20.2. Audit de la conformité de l'exécution et des prestations.....	30
20.3. Audit de sécurité.....	30
ARTICLE 21. RESPONSABILITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES DES ENTREPRISES.....	30
21.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	30
21.2. Protection de la santé et de la sécurité des personnes.....	31
21.3. Traitement des données à caractères personnels.....	31
ARTICLE 22. RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	31
22.1. Environnement.....	32
22.2. Droits de l'Homme.....	32
22.3. Relations et conditions de travail.....	32
22.4. Protection du consommateur.....	33
22.5. Communauté et développement local.....	33
22.6. Loyauté des pratiques.....	33
22.7. Contrôle.....	34
ARTICLE 24. MÉDIATION – RÉSILIATION.....	34
24.1 Médiation.....	34
24.2 Résiliation.....	34
ARTICLE 23. CONTENTIEUX.....	35
ARTICLE 24. DÉROGATIONS AU CCAG/MI.....	36

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition de véhicules blindés (VB) équipé et de la maintenance associée au profit des forces d'intervention de la police nationale.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

L'accord-cadre se décompose comme suit :

- Poste 1 – Acquisition de véhicule blindé (VB) équipé
 - Sous-poste 1.1 : Acquisition d'un véhicule blindé (VB) pré-équipé ;
 - Sous-poste 1.2 : Acquisition et intégration d'une rampe hydraulique au VB ;
 - Sous-poste 1.3 : Acquisition d'un vérin hydraulique avant amovible ;
 - Sous-poste 1.4 : Acquisition d'une caméra 360° ;
 - Sous-poste 1.5 : Acquisition de projecteur à LED et phare de recherche ;
 - Sous-poste 1.6 : Acquisition d'un harpon amovible ;
 - Sous-poste 1.7 : Acquisition d'une caméra grand angle ;
 - Sous-poste 1.8 : Acquisition d'une plate-forme d'assaut latérale amovible – PSE 1 ;
 - Sous-poste 1.9 : Acquisition de grilles de protection du pare-brise et des vitrages amovibles ;
 - Sous-poste 1.10 : Acquisition d'un canon à eau amovible – PSE 2 ;
 - Sous-poste 1.11 : Acquisition et intégration d'un dispositif de variation de la pression des pneumatiques au VB – PSE 3 ;
 - Sous-poste 1.12 : Acquisition et intégration d'un système d'extinction des feux au niveau des pneumatiques au VB – PSE 4 ;
 - Sous-poste 1.13 : Acquisition d'un treuil avant amovible.
- Poste 2 – Livraison du VB équipé en Île-de-France
- Poste 3 – Formations
 - Sous-poste 3.1 : Formation spécifique à la conduite et à la mise en œuvre du VB ;
 - Sous-poste 3.2 : Formation spécifique à l'utilisation du système de rampe hydraulique ;
 - Sous-poste 3.3 : Formation spécifique à la maintenance du VB de niveau NTI1 ;
 - Sous-poste 3.4 : Formation spécifique à la maintenance du VB de niveau NTI2 ;
 - Sous-poste 3.5 : Formation spécifique à la maintenance du système de rampe hydraulique (NTI 1 et 2) du VB ;
- Poste 4 – Maintenance et pièces détachées associées
 - Sous-poste 4.1 : Maintenance périodique NTI 1 du VB ;
 - Sous-poste 4.2 : Maintenance périodique préventive NTI 2 du VB ;
 - Sous-poste 4.3 : Maintenance curative NTI 2 du VB ;
 - Sous-poste 4.4 : Maintenance périodique NTI 1 du système de rampe hydraulique ;
 - Sous-poste 4.5 : Maintenance périodique préventive NTI 2 du système de rampe hydraulique ;
 - Sous-poste 4.6 : Maintenance curative NTI 2 du système de rampe hydraulique ;
 - Sous-poste 4.7 : Acquisition de pièces détachées pour le VB ;
 - Sous poste 4.8 : Acquisition de pièces détachées pour le système de rampe hydraulique ;

- Sous-poste 4.9 : Acquisition de pièces détachées pour le vérin hydraulique avant amovible ;
- Sous-poste 4.10 : Acquisition de pièces détachées pour la caméra 360° ;
- Sous-poste 4.11 : Acquisition de pièces détachées pour le projecteur à LED et phare de recherche ;
- Sous-poste 4.12 : Acquisition de pièces détachées pour le harpon amovible ;
- Sous-poste 4.13 : Acquisition de pièces détachées pour la caméra grand-angle ;
- Sous-poste 4.14 : Acquisition de pièces détachées pour la plate-forme d'assaut latérale amovible – PSE 1 ;
- Sous-poste 4.15 : Acquisition de pièces détachées pour la grille de protection du pare-brise et des vitrages amovibles ;
- Sous-poste 4.16 : Acquisition de pièces détachées pour le canon à eau amovible – PSE 2 ;
- Sous-poste 4.17 : Acquisition de pièces détachées pour le dispositif de variation de la pression des pneumatiques – PSE 3 ;
- Sous-poste 4.18 : Acquisition de pièces détachées pour le système d'extinction des feux au niveau des pneumatiques – PSE 4 ;
- Sous-poste 4.19 : Acquisition de pièces détachées pour le treuil avant amovible.

Les postes sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre.

1.3. Forme et durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est non-alloti et mono-attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il s'exécute par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

Les prestations sont déclenchées par bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de l'apparition des besoins, jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sans que la durée totale des prestations ne puisse excéder de plus de 6 mois la durée de l'accord-cadre.

Article 2. MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum et pour un montant maximum de 39 600 000 € TTC pour toute sa durée.

Le besoin estimatif pour toute la durée de l'accord-cadre est de :

Poste	Sous-poste	Description	Quantités estimatives
Poste 1 - Acquisition de véhicule blindé (VB) équipé	Sous-poste 1.1	Acquisition de véhicule blindé (VB)	11
	Sous-poste 1.2	Acquisition et intégration d'une rampe hydraulique au VB	6
	Sous-poste 1.3	Acquisition d'un vérin hydraulique avant amovible	11
	Sous-poste 1.4	Acquisition d'une caméra 360°	11
	Sous-poste 1.5	Acquisition de projecteurs à LED et phare de recherche	11
	Sous-poste 1.6	Acquisition d'un harpon amovible	11
	Sous-poste 1.7	Acquisition d'une caméra grand angle	11
	Sous-poste 1.9	Acquisition d'une grille de protection du pare-brise et des vitrages amovibles	11
	Sous-poste 1.13	Acquisition d'un treuil avant amovible	11
	Poste 2	Livraison du VB équipé en Île-de-France	11
Poste 3 - Formations	Sous-poste 3.1	Formation spécifique à la conduite et à la mise en œuvre du VB	4
	Sous-poste 3.2	Formation spécifique à l'utilisation du système de rampes hydrauliques	4
	Sous-poste 3.3	Formation spécifique à la maintenance du VB de niveau NTI1	4
	Sous-poste 3.4	Formation spécifique à la maintenance du VB de niveau NTI2	4
	Sous-poste 3.5	Formation spécifique à la maintenance du système de rampes hydrauliques du VB	4
	Sous-poste 4.1	Maintenance périodique du VB NTI 1	Besoin pour le maintien en condition opérationnelle de 11 VB et de 6 rampes hydrauliques sur la 1ère et 2ème année
Poste 4 - Maintenance et pièces détachées associées	Sous-poste 4.2	Maintenance périodique préventive du VB NTI 2	
	Sous-poste 4.3	Maintenance curative du VB NTI 2	
	Sous-poste 4.4	Maintenance périodique du système de rampe hydraulique NTI 1	
	Sous-poste 4.5	Maintenance périodique préventive du système de rampe hydraulique NTI 2	Besoin pour le maintien en condition opérationnelle de 11 VB et de 6 rampes hydrauliques sur la 3ème et 4ème année
	Sous-poste 4.6	Maintenance curative du système de rampe hydraulique NTI 2	
	Sous-poste 4.7	Acquisition de pièces détachées pour le VB	Besoin pour le maintien en condition opérationnelle de 11 VB et de 6 rampes hydrauliques sur la 3ème et 4ème année
	Sous-poste 4.8	Acquisition de pièces détachées pour la rampe hydraulique	
	Sous-poste 4.9	Acquisition de pièces détachées pour le vérin hydraulique avant amovible	Besoin pour le maintien en condition opérationnelle de 11 VB équipés sur 4 ans
	Sous-poste 4.10	Acquisition de pièces détachées pour la caméra 360°	
	Sous-poste 4.11	Acquisition de pièces détachées pour le projecteur à LED et phare de recherche	
	Sous-poste 4.12	Acquisition de pièces détachées pour le harpon amovible	
	Sous-poste 4.13	Acquisition de pièces détachées pour la caméra grand-angle	
	Sous-poste 4.15	Acquisition de pièces détachées pour la grille de protection du pare-brise et des vitrages amovible	
	Sous-poste 4.19	Acquisition de pièces détachées pour le treuil avant amovible	

Cette estimation est donnée à titre indicatif et ne saurait engager contractuellement l'Administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'annexe 1 à l'acte d'engagement, relative aux prix et aux délais de livraison ;
2. le présent cahier des clauses particulières (CCAP) et son annexe ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. les jeux de questions/réponses publiés lors de la consultation ;
5. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics industriels (CCAG/MI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
6. l'offre technique du titulaire incluant le scénario de commande ;
7. la mise au point éventuelle.

Le CCAG/MI n'est pas annexé au présent accord-cadre.

Les dérogations au CCAG/MI figurent au dernier article du présent CCAP.

Article 4. OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution ou au fonctionnement des services du pouvoir

adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

Si le titulaire ne se conforme pas aux prescriptions mentionnées dans le présent article, l'accord-cadre pourra être résilié à ses torts dans les conditions prévues par le CCAG/MI, sans préjudice des autres sanctions, notamment pénales, pouvant être appliquées au titulaire.

4.2. Obligation de résultat

Pour la réalisation des prestations des postes 1, 2 et 4 et de leurs sous-postes, il pèse sur le titulaire une obligation de résultat.

Au titre du poste 1, le véhicule doit être livré « prêt à rouler ».

4.3. Obligation de moyens

Le titulaire n'est tenu qu'à une obligation de moyens pour les prestations du poste 3 et de ses sous-postes.

Article 5. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

5.1. Représentant du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) demeure le correspondant du titulaire et la seule autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le présent accord-cadre et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongations de délais d'exécution, de sursis de livraison ou d'exécution.

Les coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur sont les suivantes :

Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du Ministère de l'Intérieur (SAILMI)
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés (SDASEM)
sailmi-sdasem@interieur.gouv.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

5.2. Interlocuteurs désignés par l'administration

Le RPA donne délégation au sous-directeur de l'innovation et de la prescription (SDIP) du Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du Ministère de l'Intérieur (SAILMI) en matière de gestion opérationnelle du présent accord-cadre.

Les coordonnées de la SDIP sont :

Ministère de l'Intérieur
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du Ministère de l'Intérieur (SAILMI)
Sous-direction de l'innovation et de la prescription (SDIP)
sailmi-sdip@interieur.gouv.fr

5.3. Interlocuteur du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, dont un directeur de programme, habilités à le représenter auprès de l'administration, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

L'interlocuteur de l'administration est désigné au plus tard 10 jours calendaires après la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer l'administration, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

Article 6. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique, sous traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre (prestation de service). Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R2193-1 et suivants du même code.

Article 7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

7.1. Poste 1 – Acquisition de véhicules blindés équipés

Le détail des prestations figure aux cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

7.2. Poste 2 – Livraison

La livraison est à la charge du titulaire.

Le lieu de livraison se situe en Île-de-France et sera précisé dans chaque bon de commande.

7.3. Poste 3 – Formations

Organisation : Par défaut, les formations se déroulent dans les locaux de l'administration en Île de France conformément aux indications du bon de commande.

Les convocations sont adressées à chaque stagiaire par l'administration.

Les frais de transport, d'hébergement et de restauration du formateur sont pris en charge par le titulaire.

Les frais de transport, d'hébergement et de restauration des stagiaires sont pris en charge par l'administration.

Participants : Les formations sont dispensées aux agents du ministère de l'Intérieur. Une séance de formation réunit au maximum :

Poste concerné	Intitulé de la formation	Nombre maximum de participants
3.1	Formation à la conduite et à la mise en œuvre du VB	10
3.2	Formation spécifique à l'utilisation du système de rampes hydrauliques	10
3.3	Formation à la maintenance de niveau NTI1 du VB	10
3.4	Formation à la maintenance de niveau NTI2 du VB	10
3.5	Formation spécifique à la maintenance du système de rampe hydraulique	10

Objectifs : Le titulaire propose la formation objet du bon de commande aux agents du ministère de l'Intérieur.

La formation est dispensée en langue française.

À l'issue des formations, les agents doivent être aptes à utiliser (postes 3.1 et 3.2) ou maintenir (3.3 à 3.5) les véhicules blindés équipés selon l'objet de la formation.

Les interventions de maintenance effectuées par des personnels formés ne mettent pas fin à la garantie contractuelle pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Déroulement : Chaque formation contient des cours théoriques et/ou pratiques. Leur durée est fixée par le titulaire dans son offre (CRT).

À l'issue de chaque session de formation, le titulaire :

- délivre à l'attention des stagiaires une attestation nominative de suivi de stage ;
- remet une documentation technique à chaque participant, en langue française sous forme électronique de préférence, permettant :
 - pour les formations liées à l'utilisation : de connaître le matériel et ses constituants, et de mettre en œuvre ses fonctionnalités.
 - pour les formations liées à la maintenance : d'identifier les différents éléments constitutifs, d'effectuer les opérations d'entretien et de maintenance de niveaux NTI1 et NTI2, et de faciliter la logistique de l'élément à maintenir.
- rédige un compte-rendu de la formation dispensée.

7.4. Poste 4 – Maintenance et pièces détachées associées

7.4.1. MAINTENANCE (SOUS-POSTES 4.1 À 4.6)

Le détail des prestations figure aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et à l'annexe 1 à l'acte d'engagement relative aux prix et aux délais.

7.4.2. PIÈCES DÉTACHÉES POUR LE VB ET POUR LA RAMPE HYDRAULIQUE (SOUS-POSTES 4.7 ET 4.8)

Le titulaire doit fournir l'ensemble des pièces détachées et fourniture diverses qui permettent aux personnels formés au titre des sous-poste 3.3 et 3.4 de procéder aux réparations des niveaux techniques d'interventions 1 et 2 pour le VB et à la maintenance de la rampe hydraulique pour le sous-poste 3.5.

7.4.3. AUTRES PIÈCES DÉTACHÉES (SOUS-POSTES 4.9 À 4.19)

Le titulaire doit fournir l'ensemble des pièces détachées et fourniture diverses qui permettent au personnel de la police nationale d'assurer la maintenance des équipements des sous-postes 1.3 à 1.13.

Article 8. COMITOLOGIE

8.1. Réunions de lancement et d'avancement

Dans un délai de deux semaines calendaires maximum suivant la date de notification du bon de commande du poste 1, le titulaire et l'administration participent à la réunion de lancement de l'accord-cadre. Cette réunion est initiée par le titulaire dans les locaux de l'administration.

Cette réunion planifie notamment les dates des réunions d'avancement qui permettent d'assurer le pilotage de la prestation et notamment son suivi, l'état des admissions et le suivi des paiements.

L'organisation des réunions d'avancement peut être au maximum mensuel après réalisation de la réunion de lancement et jusqu'à la réception de la tête de série. Elle devient ensuite semestrielle jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

La planification des réunions peut être modifiée d'un commun accord entre le titulaire et l'administration sous réserve que celui-ci soit tracé (par courrier électronique de préférence).

Les réunions se tiennent dans les locaux de l'administration en Île-de-France mais peuvent également, sous réserve de l'acceptation de l'administration, se tenir chez le titulaire ou à distance.

Le titulaire émet :

- au plus tard cinq jours calendaires avant la date de la réunion de lancement :
 - un ordre du jour qui comprend a minima une relecture en commun des pièces de l'accord-cadre (CCAP et CCTP), et une présentation de l'organisation mise en place par le

titulaire (organisation interne, identification de l'intervention des sous-traitants) ;

– l'ensemble des documents à examiner au cours de la réunion. Ces derniers préciseront clairement le nom et le numéro de l'accord-cadre, ainsi que la réunion au cours de laquelle ils doivent être présentés.

- au plus tard dix jours calendaires avant la date planifiée pour les réunions d'avancement :

– un ordre du jour contenant a minima les points suivants :

- avancement général des prestations, avec notamment une synthèse de la tenue des engagements ;
- la fourniture des éléments relatifs à la maîtrise des risques ;
- une synthèse des points critiques et actions correctives prévues, des difficultés rencontrées et des améliorations possibles.

– l'ensemble des documents à examiner au cours de la réunion. Ces derniers préciseront clairement le nom et le numéro de l'accord-cadre, ainsi que la réunion au cours de laquelle ils doivent être présentés.

L'administration transmet ses potentielles remarques dès que possible et au plus tard la veille de la réunion. Si des modifications sont apportées aux documents initialement adressés, celles-ci sont tracées par une écriture en caractère rouge dans le document modifié.

Chaque réunion donne lieu à un compte rendu incluant un recueil de décisions, rédigé en séance lorsque cela est possible. Si ce n'est pas le cas, le titulaire dispose d'un délai d'une semaine calendaire à compter de la date de réunion pour fournir le compte rendu à l'administration.

L'administration dispose ensuite de deux semaines calendaires pour donner son accord sur l'ensemble des documents fournis. Le défaut de décision dans ce délai vaut acceptation du compte-rendu.

La décision de rejet prononcée par l'administration est assortie d'un délai identique d'une semaine calendaire pour permettre au titulaire de rectifier son document en vue d'une nouvelle vérification par l'administration selon les mêmes délais que la première vérification.

À la demande de l'une ou l'autre des parties, des réunions techniques indépendantes de cette planification peuvent être organisées.

8.2. Revue de validation

Quand le véhicule blindé équipé est prêt à être livré, le titulaire convie l'administration dans ses locaux pour une revue du véhicule blindé équipé afin de vérifier sa conformité au regard du dossier technique. À l'issue de cette revue, l'administration donne son accord pour la livraison du véhicule blindé équipé.

Article 9. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le but de limiter les émissions de gaz à effets de serre (GES) produites dans le cadre des activités du présent accord-cadre, l'Administration accorde une attention particulière

à toutes les actions mises en place par le titulaire pour les limiter.

En matière de déplacements, le titulaire s'engage à privilégier les transports les moins émetteurs de GES.

Le titulaire fournit dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre un bilan carbone de son activité et chaque année au plus tard à la date anniversaire de sa notification, le bilan carbone de son activité, un bilan carbone de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi que des propositions concrètes d'améliorations qu'il mettra en œuvre dans le cadre du présent accord-cadre. Ces actions ne peuvent pas avoir pour impact de modifier les termes de l'accord-cadre.

Il est attendu du titulaire que son bilan carbone s'améliore d'année en année, tout au long de l'accord-cadre.

Article 10. MODALITÉS D'EXÉCUTION

10.1. Commande des prestations

► Commande au cours de l'accord-cadre

Les prestations font l'objet de bons de commande émis par le Centre de Prestation Financière au fur et à mesure de l'apparition des besoins. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sans que la durée totale des prestations ne puisse excéder de plus de 6 mois la durée de l'accord-cadre.

Ces bons de commande, notifiés au titulaire par voie dématérialisée, comportent les mentions suivantes :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration) et sa date d'émission ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- le(s) prix unitaire(s) : prix HT, montant de la TVA, prix TTC ;
- le(s) délai(s) de livraison ou de réalisation ;
- le(s) lieu(x) de livraison ou de réalisation ;
- les coordonnées du service chargé de la réception ;
- l'adresse de facturation.

Le titulaire accuse réception du bon de commande par tout moyen permettant d'attester de façon certaine la date de réception.

La date de réception du bon de commande par le fournisseur tient lieu de notification de la commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/MI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de

forclusion.

► Prestations sur devis

Lorsqu'un besoin en lien avec l'objet du présent accord-cadre ne peut être réalisée par le biais des prestations définies au présent document, les prestations peuvent être commandées sur la base d'un devis transmis par le titulaire à partir de l'expression de besoin formulée par la personne publique.

Le pouvoir adjudicateur n'a aucune obligation quant à la mise en commande effective d'une prestation pour laquelle il a provoqué l'émission d'un devis. Le titulaire ne peut se prévaloir d'un défaut de mise en commande pour prétendre à une quelconque indemnité quant à la charge induite par la production de la proposition non suivie d'effet.

Pour l'ensemble de l'accord-cadre, le montant cumulé des prestations commandées sur la base de devis doit être en deçà de 139 000 € hors taxe ou de 5 % du montant de l'accord-cadre exécuté.

10.2. Transport

Conformément à l'article 29.3 du CCAG/MI, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison (ainsi que les opérations de chargement, d'arrimage et de déchargement spécifique au poste 1), incombent, dans leur intégralité, au titulaire de l'accord-cadre.

10.3. Délais maximums de réalisation des prestations et de livraison

10.3.1. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 1 (ACQUISITION DE VB ÉQUIPÉS) INCLUANT LA LIVRAISON (POSTE 2)

Les délais de réalisation des prestations et de livraison des matériels (Poste 1 incluant le poste 2) sont indiqués dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement relative aux prix et aux délais. Ces délais sont inscrits par le titulaire lors de l'établissement de son offre, sans excéder les délais maximums indiqués par l'administration dans le cadre de l'annexe 1 à l'acte d'engagement relative aux prix et aux délais.

Ce délai inclus la validation par l'administration de la conformité du véhicule blindé équipé avant sa livraison. (voir article 8.2 du présent document).

Le titulaire a la faculté de devancer les délais de livraison après accord du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Il peut également demander au RPA l'autorisation de procéder à des livraisons partielles.

Les délais occasionnés par d'éventuelles procédures de dédouanement ne modifient pas les délais contractuels.

10.3.2. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 3 (FORMATION), DES SOUS-POSTES 4.1 À 4.6 (MAINTENANCE) ET DES SOUS POSTES 4.7 À 4.19

Les délais de livraison des matériels et de réalisation des prestations sont les suivantes :

- Sous-postes 3.1 à 3.5 – 3 semaines
- Poste 4 – 2 semaines

Le titulaire a la faculté de devancer les délais de livraison après accord du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Il peut également demander au RPA l'autorisation de procéder à des livraisons partielles.

Les délais occasionnés par d'éventuelles procédures de dédouanement ne modifient pas les délais contractuels

10.4. Lieux de livraison et d'exécution

10.4.1. LIEUX DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION D'ACQUISITION DE VB ÉQUIPÉ (POSTES 1 ET 2)

Le véhicule est livré « prêt à rouler », immatriculé avec les plaques posées et contenant du carburant lui permettant de parcourir de l'ordre de 50 km.

La livraison se fait en Île-de-France, l'adresse exacte est précisée dans chaque bon de commande.

Les livraisons s'effectuent, sauf indication particulière figurant sur les bons de commande, pendant les jours et heures ouvrables.

Un délai de prévenance de 72 heures avant la livraison doit être respecté.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent impérativement être accompagnées d'un état de livraison dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG/MI.

10.4.2. LIEUX DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION PRESTATIONS DES POSTES 3 ET 4

Les lieux de livraisons et d'exécution des pièces détachées prestations des sous-postes 4.7 à 4.19 s'effectuent conformément aux dispositions des bons de commande (en île de France).

Les lieux d'exécution des prestations des sous-postes 3.1 à 3.5 s'effectuent conformément aux dispositions des bons de commande (en île de France).

Le lieu d'exécution des prestations des sous-postes 4.1 à 4.6 s'effectuent conformément aux dispositions du CCTP, dans un garage en île de France (exigence Y02).

Article 11. CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérification de la prestation d'acquisition de VB équipés (poste 1)

11.1.1. PRINCIPES

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives. Elles se déroulent sur le site de l'administration. Ces opérations visent à vérifier la conformité des véhicules au regard notamment :

- des dispositions du bon de commande auxquelles ils se rapportent ;
- des spécifications techniques contenues dans le cahier des clauses techniques particulières et dans l'offre du titulaire ;
- d'essais fonctionnels du véhicule ;
- de contrôle visuel de l'aspect des véhicules.

11.1.2. DÉLAIS OUVERTS À LA PERSONNE PUBLIQUE – DÉCISIONS

Conformément à l'article 32.3 du CCAG/MI le titulaire est convié aux opérations de vérification.

Conformément aux dispositions de l'article 33.1 du CCAG/MI, la personne publique dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la livraison effective pour effectuer ces opérations de vérification et notifier sa décision.

Les résultats des opérations ainsi que les propositions sont consignées dans un procès-verbal dont

- l'original est conservé par le SAILMI ;
- un exemplaire est remis au titulaire ;
- une copie est adressée au bureau de l'exécution des marchés « sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr ».

Le titulaire se voit notifier une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/MI.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision d'admission des fournitures.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce **l'ajournement, la réfaction, le rejet partiel ou total**. Cette décision doit être motivée et ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En complément des dispositions de l'article 34.4 du CCAG/MI, la décision de rejet prononcée par le personnel habilité est assortie d'un délai de 30 jours pour permettre au titulaire de réaliser la prestation en vue d'une nouvelle vérification.

Les frais consécutifs aux décisions de rejet (comme l'enlèvement) sont à la charge exclusive du titulaire.

La décision d'ajournement ou de rejet ne suspend pas le calcul des pénalités de retard.

En cas de rejet définitif à la troisième présentation pour vérification, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Seule la décision (expresse ou tacite) d'admission des fournitures vaut acceptation définitive de celles-ci.

11.2. Opérations de vérification de la prestation de maintenance (sous-poste 4.1 à 4.6)

11.2.1. PRINCIPES

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérification quantitative et qualitative.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- aux spécifications techniques contenues dans le CCTP et dans l'offre du titulaire.

Les opérations de vérification qualitative permettent à l'administration de s'assurer du bon fonctionnement des matériels livrés ou du parfait achèvement des prestations réalisées.

11.2.2. DÉLAIS OUVERTS À LA PERSONNE PUBLIQUE – DÉCISIONS

Par dérogation aux dispositions de l'article 32.3 du CCAG/MI le titulaire peut être convié aux opérations de vérification.

Par dérogation aux dispositions de l'article 33.1 du CCAG/MI, la personne publique dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la livraison effective pour effectuer ces opérations de vérification et notifier sa décision.

Les résultats des opérations ainsi que les propositions sont consignées dans un procès-verbal dont

- l'original est conservé par le SAILMI ;
- un exemplaire est remis au titulaire ;
- une copie est adressée au bureau de l'exécution des marchés « sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr ».

Le titulaire se voit notifier une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/MI.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision d'admission des fournitures.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce **l'ajournement, le rejet partiel ou total**. Cette décision doit être motivée et ne peut être

prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En complément des dispositions de l'article 34.4 du CCAG/MI, la décision de rejet prononcée par la personne publique est assortie d'un délai de 30 jours pour permettre au titulaire de réaliser la prestation en vue d'une nouvelle vérification.

Les frais consécutifs aux décisions de rejet sont à la charge exclusive du titulaire.

La décision d'ajournement ou de rejet ne suspend pas le calcul des pénalités de retard.

En cas de rejet définitif à la troisième présentation pour vérification, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Seule la décision (expresse ou tacite) d'admission des fournitures vaut acceptation définitive de celles-ci.

11.3. Opérations de vérification de la prestation d'acquisition de pièces détachées (sous-postes 4.7 à 4.19)

11.3.1. PRINCIPES

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérification quantitative et qualitative.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- aux spécifications techniques contenues dans le CCTP et dans l'offre du titulaire.

Les opérations de vérification qualitative permettent à l'administration de s'assurer du bon fonctionnement des matériels livrés.

11.3.2. DÉLAIS OUVERTS À LA PERSONNE PUBLIQUE – DÉCISIONS

Par dérogation aux dispositions de l'article 32.3 du CCAG/MI le titulaire n'est pas convié aux opérations de vérification.

Par dérogation aux dispositions de l'article 33.1 du CCAG/MI, la personne publique dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la livraison effective pour effectuer ces opérations de vérification et notifier sa décision.

Les résultats des opérations ainsi que les propositions sont consignées dans un procès-verbal dont :

- l'original est conservé par le SAILMI ;
- un exemplaire est remis au titulaire ;
- une copie est adressée au bureau de l'exécution des marchés « sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr ».

Le titulaire se voit notifier une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/MI.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision d'admission des fournitures.

La décision de rejet prononcée par la personne publique sera assortie d'un délai pour permettre au titulaire de rectifier les prestations en vue d'une nouvelle vérification.

En cas de rejet définitif à la deuxième présentation pour vérification, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Les frais consécutifs aux décisions de rejet sont à la charge exclusive du titulaire.

Le délai d'enlèvement par le titulaire des prestations ajournées ou rejetées est fixé à 15 jours ouvrés à compter de la notification de la décision de rejet ou d'ajournement au titulaire. Passé ce délai, la personne publique est dégagée de la responsabilité de dépositaire.

La décision d'ajournement ou de rejet ne suspend pas le calcul des pénalités de retard.

En cas de rejet définitif à la troisième présentation pour vérification, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Seule la décision (expresse ou tacite) d'admission des fournitures vaut acceptation définitive de celles-ci.

11.4. Opérations de vérification des prestations de formation (sous-poste 3.1 à 3.5)

11.4.1. PRINCIPES

Les prestations des sous-postes 3.1 à 3.5 sont soumises à des opérations de vérification dont l'objet est de constater l'effectivité de la formation et de son bon déroulé notamment au regard de la qualité de l'enseignement dispensé et des objectifs pédagogiques contenus dans le cahier des clauses techniques particulières et de l'offre du titulaire.

11.4.2. DÉLAIS OUVERTS À LA PERSONNE PUBLIQUE – DÉCISIONS

Par dérogation aux dispositions de l'article 32.3 du CCAG/MI le titulaire n'est pas convié aux opérations de vérification.

Par dérogation aux dispositions de l'article 33.1 du CCAG/MI, à compter de la réception des attestations nominatives de suivi de stage et de leurs copies, la personne publique dispose de 10 jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérifications. À cette occasion, elle établit un procès-verbal de « service fait » valant décision d'admission.

Le procès-verbal de « service fait », est établie en 3 exemplaires :

- l'original est conservé par le SAILMI.;
- un exemplaire est remis au titulaire ;
- une copie est adressée au bureau de l'exécution des marchés « sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr ».

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision d'admission des prestations

Article 12. GARANTIE

La garantie s'exerce dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG/MI et selon les dispositions décrites infra. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission des prestations commandées (après la livraison).

Le véhicule est garanti deux ans, pièces et main d'œuvre.
Les pièces détachées sont également garanties deux ans.
La garantie anti-corrosion s'étend sur une durée de 10 ans.

Les garanties s'effectuent selon les modalités décrites ci-après.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité de la fourniture qui serait reconnue défectueuse dans un délai de 45 jours ouvrés à compter de la date à laquelle la personne publique notifie au titulaire les anomalies constatées et met le véhicule à disposition sur l'un des sites métropolitains. Pour les véhicules affectés en outre-mer et non renvoyés en France métropolitaine, ce délai est porté à 60 jours ouvrés.

Sans remise en cause de la garantie, l'entretien courant peut être réalisé par les personnels de l'administration selon les préconisations et les spécifications édictées par le titulaire et communiquées au bénéficiaire par tout moyen.

La garantie ne s'applique pas dans les cas où le titulaire démontre que le dommage résulte des causes strictement définies ci-dessous :

- un dommage a été causé au matériel par le bénéficiaire ou par une cause extérieure au bénéficiaire et au titulaire, telle que : accident, collision, événement de force majeure ;
- si le titulaire démontre que le bénéficiaire a réalisé une modification du matériel telle qu'elle est à l'origine du dommage ou de la défaillance, ou que des réparations défectueuses ou non conformes aux prescriptions du constructeur ont été effectuées par le bénéficiaire ou par un tiers ;
- la défectuosité est imputable à une usure normale du matériel (exemple : plaquettes de frein) ;
- la détérioration résulte d'une utilisation anormale du matériel.

La garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

La garantie porte sur le maintien des performances attendues.

Article 13. EVOLUTION TECHNIQUE – INNOVATION – SUBSTITUTION DES MATÉRIELS ET CLAUSE DE RÉEXAMEN

13.1. Evolution technique – Innovation – Substitution des matériels

Par principe, les matériels du présent accord-cadre ainsi que leurs composants doivent demeurer identiques pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Néanmoins, compte tenu de l'évolution rapide des technologies, le titulaire s'efforce de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des matériels proposés initialement.

En cas de changement de modèle dû à un retrait du catalogue ou à l'obsolescence du produit, le titulaire propose obligatoirement des matériels de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures à celles des matériels à remplacer.

En outre, lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassée, il peut également proposer une substitution permettant à l'administration de bénéficier de matériels présentant un meilleur rapport performance globale/prix.

Le titulaire ne propose pas au titre de cet article de matériels pour lesquels la fin de commercialisation est publiquement annoncée, programmée ou connue de lui.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de remplacement du matériel existant par le nouveau produit. Cette demande est accompagnée d'une documentation technique complète sur le nouveau produit proposé. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette substitution n'est pas constatée par avenant, sauf si elle entraîne une évolution financière.

L'ensemble de ces dispositions s'applique également à l'ensemble des composants des matériels objets du présent accord-cadre.

13.2. Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, l'administration souhaite intégrer à l'accord-cadre une clause de réexamen portant sur la possibilité de :

- livrer du matériel commandé au titre du poste 1 en France métropolitaine (Corse comprise) et en outre-mer. Ceci implique la modification de l'annexe relative aux prix et aux délais par l'ajout au poste 2 de sous-postes par lieu de livraison.
- exécuter les postes 3 et 4 en France métropolitaine (Corse comprise) et en outre-mer.

En cas d'événement majeur ou de circonstances échappant à la responsabilité des parties à l'accord-cadre et qui aurait un impact significatif technique et/ou financiers sur l'accord-

cadre, le titulaire et l'acheteur collaborent aux fins d'évaluer l'impact financier du ou des événements.

En tant que de besoin, les parties modifient par avenant le montant maximum de l'accord-cadre fixé à l'article 2 du présent CCAP. L'augmentation du maximum de l'accord-cadre est limitée à 30 % du montant initialement fixé.

Article 14. DISPONIBILITÉ DES PIÈCES DÉTACHÉES

Conformément au CCTP, au titre du présent accord-cadre et des sous-postes 4.7 à 4.19, le titulaire s'engage à assurer la disponibilité des pièces détachées pour une durée minimum de 15 ans à compter de la réception du dernier VB équipé commandé.

Article 15. MODALITÉS DE DÉTERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX

15.1. Forme des prix

Les prix sont :

- libellés en euros ;
- unitaires pour les prestations du poste 1 et 2, des sous-postes 4.3 et 4.6 à 4.19 ;
- forfaitaires unitarisés pour les prestations du poste 3 et des sous-postes 4.1, 4.2, 4.4 et 4.5 ;
- hors taxes ;
- remisés : le pourcentage de remise peut être appliqué sur le prix unitaire en € HT ;
- toutes taxes comprises (le taux de la TVA est indiqué à part) ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres.

Ils ne comportent pas plus de deux chiffres après la virgule.

15.2. Contenu des prix

Les prix comprennent :

- les fournitures et la réalisation des prestations ;
- la mise à disposition et la livraison des véhicules et des pièces détachées (assurance, transport et déchargement à destination compris) ;
- les frais de séjours et de déplacement ;
- toutes les procédures, les frais et droits de douane éventuels ;
- plus généralement, tous les frais correspondant aux obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent dossier dont les garanties.

15.3. Prix de règlement

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2.1 du CCAG/MI, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de la commande.

15.4. Nature des prix

Les prix sont définitifs et révisables.

Le pourcentage de remise accordé est fixe pour toute la durée de l'accord-cadre.

15.5. Révisions des prix

15.5.1. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 1 ET 4

À l'initiative du titulaire, les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante :

$$P=P0 (0,125+0,45*(SwIME1/SwIME0)+0,25*(Ipse1/Ipse0)+0,175*(VU1/VU0))$$

dans laquelle :

P : désigne le prix révisé HT ;

P0 : désigne le prix initial HT ;

SwIME1 désigne la valeur finale de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - tous salariés des industries mécaniques et électriques publié mensuellement sur le site internet de l'INSEE (<http://www.insee.fr>) sous l'identifiant 001565183

SwIME0 désigne la valeur initiale de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - tous salariés des industries mécaniques et électriques publié mensuellement sur le site internet de l'INSEE (<http://www.insee.fr>) sous l'identifiant 001565183

Ipse1 désigne la valeur finale de l'indice trimestriel des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – Total HS – Ensemble des services Prix de base – Base 2015 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010546228

Ipse0 désigne la valeur initiale de l'indice trimestriel des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – Total HS – Ensemble des services Prix de base – Base 2015 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010546228

VU1 désigne la valeur finale de l'indice mensuel de prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires (Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010535350).

VU0 désigne la valeur initiale de l'indice mensuel de prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires (Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010535350).

La valeur initiale des indices est celle antérieure de trois mois à la date de notification de l'accord-cadre.

La valeur finale des indices est celle antérieure de trois mois à la date de révision.

La valeur des indices est publiée sur le site internet de l'INSEE (www.indices.insee.fr).

15.5.2. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 2

À l'initiative du titulaire, les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 [0,80 + 0,20 \frac{(IMCHTR - T)}{(IMCHTR - T_{y0})}]$$

dans laquelle :

P désigne le prix révisé HT ;

P_0 désigne le prix initial HT ;

$IMCHTR - T$ désigne la valeur finale de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) – Base 100 en décembre 2008

$IMCHTR - T_{y0}$ désigne la valeur initiale de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) – Base 100 en décembre 2008
Identifiant 001565190

La valeur initiale des indices est celle antérieure de trois mois à la date de notification de l'accord-cadre.

La valeur finale des indices est celle antérieure de trois mois à la date de révision.

La valeur de l'indice est publiée sur le site <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>.

15.5.3. POUR LES PRESTATIONS DU POSTE 3

À l'initiative du titulaire, les prix indiqués à l'acte d'engagement sont révisables annuellement à la date anniversaire de la date limite de réception des offres de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 [0,80 + 0,20 \frac{S_y}{S_{y0}}]$$

Dans laquelle :

P désigne le prix révisé HT ;

P_0 désigne le prix initial HT ;

S_y désigne la valeur finale de l'indice Syntec ;

S_{y0} désigne la valeur initiale de l'indice Syntec.

La valeur des indices à prendre en compte est la suivante :

- valeur initiale : valeur de l'indice antérieure de trois mois à la date limite de remise des offres pour l'attribution de l'accord-cadre ;
- valeur finale : valeur de l'indice antérieure de trois mois à la date de révision.

La valeur de l'indice Syntec est publiée dans le mensuel « Usine nouvelle » ou sur le site www.syntec.fr.

15.6. Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'Administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

Article 16. AVANCE

Sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'avance est payée, sans formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant du bon de commande.

Article 17. ACOMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des acomptes dans les conditions prévues aux articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique.

La somme cumulée des acomptes versés ne peut dépasser 80 % du montant HT des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant de chaque acompte est arrondi à l'euro inférieur.

La périodicité du versement des acomptes est trimestrielle ; Ce délai peut être ramené à un mois sur demande du titulaire dans les conditions fixées à l'article R2191-21 du Code de la commande publique. Le titulaire produira à l'appui de sa demande, les justificatifs d'exécution des prestations dont il compte obtenir le paiement.

Toute demande d'acompte accompagnée d'un projet de décompte et des pièces justificatives doit être adressée sous forme dématérialisée à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le solde sera versé à l'admission.

18.1. Règlement

Le règlement intervient par virement direct au compte ouvert au nom du titulaire dont la mention figure à l'acte d'engagement.

18.2. Facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies après réception des fournitures.

Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- les nom et adresse du débiteur ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre (n° d'engagement juridique chorus indiqué dans le bon de commande) et éventuellement de chaque avenant ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le type et la quantité de fournitures livrées en précisant l'adresse de livraison ;
- le montant hors TVA des fournitures livrées ;
- le taux et les montants de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises des fournitures livrées ;
- la date d'établissement de la facture ;
- le code du service réceptionnant (service exécutant).

La transmission des factures du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les factures doivent impérativement être envoyées par voie dématérialisée.

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique à l'ensemble des structures publiques :

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

18.3. Délai de paiement

Le délai de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date de réception des fournitures ou des prestations si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoutera aux intérêts moratoires.

18.4. Monnaie

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire EURO.

18.5. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire

Le comptable assignataire des paiements est :

Contrôleur budgétaire et comptable ministériel
Immeuble Lumière
Place Beauvau
75 800 Paris cedex 08

L'ordonnateur secondaire procédant au mandatement est le Centre de Prestations Financières :

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Sous-direction de la performance financière
Centre des prestations financières
8 Place Beauvau
75 800 PARIS CEDEX 08

18.6. Cession ou nantissement de créances

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique relatifs à l'affectation des accord-cadres en nantissement et en cession de créances. Le certificat de cessibilité est établi sur chaque bon de commande à la demande du titulaire.

18.7. Personne habilitée à fournir les renseignements

L'ordonnateur secondaire est la personne habilitée à fournir les renseignements visés par les articles R2191-59 à 62 du Code de la commande publique.

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Sous-direction de la performance financière
Centre des prestations financières
8 Place Beauvau
75 800 PARIS CEDEX 08

Article 19. PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION – SURSIS

19.1. Pénalités pour retard d'exécution des prestations des postes 1 à 4

Par dérogation à l'article 15 du CCAG/MI, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \left(\frac{V \times R}{1000} \right)$$

Dans laquelle :

- P = montant des pénalités ;
- V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = nombre de jours de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

19.2. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles

En cas de fuite, ou de potentialité de fuite, de données personnelles, le sous-traitant au sens du règlement général sur la protection des données – RGPD (Cf. annexe 1 « Dispositions relatives à la protection des données personnelles » au présent document) encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1 000 € par donnée personnelle et par personne concernée.

La fuite potentielle de données personnelles est caractérisée en cas de non-respect, par exemple, des préconisations validées par l'administration s'agissant des règles de gestion

et des mesures techniques de sécurisation des moyens de traitement des informations sensibles du ministère de l'Intérieur, susceptibles alors d'entraîner une fuite potentielle des données.

19.3. Pénalités pour retard dans la transmission des livrables : ordre du jour et compte-rendu (prévus à l'article 8 du présent document) et bilan de gaz a effet de serre (Article 9 du présent document)

Lorsque le titulaire ne respecte pas les délais d'envoi des livrables celui-ci encourt une pénalité de 50 € par jour de retard.

19.4. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison

Une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai d'exécution, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Aucune demande de prolongation ou de sursis ne peut être demandée pour le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution (éventuellement déjà prolongé).

Article 20. SURVEILLANCE ET AUDIT DE LA CONFORMITÉ DE L'EXÉCUTION ET DES PRESTATIONS

20.1. Surveillance de l'exécution

Le titulaire autorise l'administration à procéder ou à faire procéder à un contrôle de l'exécution des prestations de l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 22.1 des CCAG/MI.

Ce contrôle consiste à vérifier que les prestations sont exécutées conformément aux

spécifications de l'accord-cadre et au contenu de la commande (contrôle quantitatif, qualitatif).

Le titulaire s'engage à fournir tous documents et tous renseignements indispensables à l'exécution de ce contrôle.

Dans tous les cas, il avise dès qu'il en a connaissance l'administration ou le tiers habilité de tous événements de nature à empêcher le déroulement de l'opération de contrôle.

20.2. Audit de la conformité de l'exécution et des prestations

L'administration se réserve la possibilité de réaliser des audits de la conformité de l'exécution aux stipulations de l'accord-cadre, le cas échéant en faisant appel à un organisme extérieur indépendant et impartial.

L'administration ou l'organisme mandaté par elle, peut effectuer les missions de contrôle de la qualité des prestations et du respect des engagements contractuels à tout moment au cours de l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire accepte ledit contrôle et s'engage à coopérer avec l'administration ou l'organisme de contrôle externalisé afin de leur permettre de réaliser la mission dans les meilleures conditions.

L'administration informe le titulaire de la méthodologie de contrôle mise en œuvre. Après la réalisation de ce contrôle, un rapport d'audit est transmis au titulaire. Les résultats de ce rapport d'audit peuvent entraîner l'application ou la constatation de la défaillance du titulaire dans les conditions définies aux articles « modalités d'attribution des bons de commandes » du présent CCAP.

20.3. Audit de sécurité

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité, l'administration peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par ces derniers.

Le titulaire est informé 15 jours à l'avance (date de l'audit, modalités pratiques).

Par ailleurs, le représentant de l'administration, ou l'organisme mandaté à cette fin, peut, pendant une période de six mois à compter de la fin ou de la résiliation de l'accord-cadre, exercer un contrôle dans les locaux du titulaire et vérifier notamment que les dispositions en matière de destruction de données ont été effectivement appliquées.

Article 21. RESPONSABILITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES DES ENTREPRISES

21.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Il doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D8222-5 ou D8222-7 à D8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le candidat retenu sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'administration, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

21.2. Protection de la santé et de la sécurité des personnes

Conformément à l'article 7 du CCAG/MI, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes. Il veille également au respect des prescriptions techniques fixées par le CCTP.

21.3. Traitement des données à caractères personnels

Au titre du présent accord-cadre, l'administration et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (cf. annexe 1 du présent document).

Article 22. RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent accord-cadre comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrales de la norme ISO 26000.

Le respect des clauses figurant ci-après s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques de l'accord-cadre : le titulaire, et le cas échéant ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

22.1. Environnement

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Les biens du présent accord-cadre, ainsi que leurs différents composants, doivent être ou avoir été produits dans des unités de production et selon des processus respectueux de l'environnement : des unités de production qui comportent notamment des dispositifs de traitement des effluents liquides, des dispositifs de stockage et d'élimination des déchets, des dispositifs de captage et de traitement des émissions gazeuses... et qui fonctionnent selon des processus de production conformes à une utilisation durable des ressources.
- Disposer d'un système de traçabilité des produits, en particulier la localisation des sites de production des marchandises et le cas échéant des composants qui les constituent et en rendre disponibles les résultats à toute demande du pouvoir adjudicateur.

22.2. Droits de l'Homme

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les huit conventions fondamentales de l'OIT et les réglementations nationales des pays d'implantation ou de provenance des marchandises en application de l'article 6 du CCAG de référence ;
- disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;
- respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives.

22.3. Relations et conditions de travail

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles, etc.) ;
- avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
- appliquer les lois sur le droit à la formation ;
- respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
- appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations

- nationales ou les normes internationales font état ;
- le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles.
- respecter les réglementations nationales et européennes relatives au salaire minimum (travailleurs détachés notamment).

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé, etc.).

22.4. Protection du consommateur

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les normes françaises et internationales applicables en matières de protection du consommateur ;
- fournir à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur, la liste exhaustive des provenances des composants, ainsi que les preuves de leur conformité à la réglementation nationale française et aux normes internationales applicables ;
- disposer de toutes les informations nécessaires à la communication réglementaire vis-à-vis des consommateurs en langue française ;
- avoir un système de traçabilité vis-à-vis du respect des réglementations et normes internationales liées au produit fourni ;
- disposer des études de risques pour les utilisateurs.

Par ailleurs, le titulaire doit garantir au représentant du pouvoir adjudicateur que la mise en place de son offre n'entrave pas la fourniture de services reconnus comme essentiels dans les réglementations nationales et normes internationales de comportement.

22.5. Communauté et développement local

Pour manifester leur volonté de transparence, le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre sont invités à présenter à l'administration, au plus tard six mois après la reddition de leurs comptes annuels, un état, pays par pays, portant information :

- de la raison sociale sous laquelle lui-même, ou les établissements dans lesquels il possède une participation majoritaire, opère ;
- du chiffre d'affaires et du résultat d'exercice enregistrés ;
- des effectifs employés ;
- des impôts et taxes versés aux autorités publiques locales, dans le cadre des lois fiscales en vigueur ;
- des subventions publiques reçues.

22.6. Loyauté des pratiques

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre

doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les droits de propriétés intellectuelles de leurs partenaires ;
- avoir une politique de lutte contre la corruption ;
- s'inscrire dans le cadre d'une concurrence loyale.

22.7. Contrôle

Le titulaire fournit annuellement les éléments permettant de démontrer qu'il a satisfait à ses obligations en matière de respect de l'environnement, respect des droits de l'homme, respect des conditions de travail et de protection du consommateur.

Sur demande de l'administration, le titulaire fournit également les documents de suivi et d'origine des matières premières, des produits et des demi-produits entrant dans la composition des fournitures.

L'inexécution ou le non-respect des clauses ci-dessus est un motif de résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE 24. MÉDIATION – RÉSILIATION

24.1 Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur :

- par mail à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr
- ou par courrier recommandé avec avis de réception à :
M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75 800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de trois mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

24.2 Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/MI.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la

date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci,

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG/MI ;
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 44 du CCAG/MI ;
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 42 du CCAG/MI.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 46 du CCAG/MI.

Conformément à l'article 48 du CCAG/MI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Toute violation ou inobservation par le titulaire des mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du contrat à ses torts, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal.

En cas de non-respect des articles L. 2113-12 à L. 2113-14 du Code de la commande publique, l'Administration résilie le contrat aux torts exclusifs du titulaire.

À la demande de l'acheteur, les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation peuvent être honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

Article 23. CONTENTIEUX

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.
Le tribunal administratif français seul compétent est :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75 181 PARIS CEDEX 04
France

Téléphone : +33(0)1 44 59 44 00 – Télécopie : +33(0)1 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 24. DÉROGATIONS AU CCAG/MI

- L'article 11.2.2 déroge aux dispositions des articles 32.3 et 33.1 du CCAG/MI ;
- L'article 11.3.2 déroge aux dispositions des articles 32.3 et 33.1 du CCAG/MI ;
- L'article 11.4.2 déroge aux dispositions des articles 32.3 et 33.1 du CCAG/MI ;
- L'article 11.5.2 déroge aux dispositions des articles 32.3 et 33.1 du CCAG/MI ;
- L'article 14.3 déroge aux dispositions de l'article 11.2.1 du CCAG/MI ;
- L'article 19.1 déroge aux dispositions de l'article 15 du CCAG/MI.